



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **1 AOUT 2018**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône

- VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719) ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2009 mettant en demeure la société CHIMIMECA de déposer, dans un délai de trois mois, pour l'exploitation de son établissement de CHASSIEU, un dossier d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R 512.2 à R 512.10 du code de l'environnement ;
- VU le rapport du 25 juin 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU le courrier adressé à l'exploitant le 3 juillet 2018 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société CHIMIMECA, située au 42, rue Ampère à CHASSIEU, a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 12 juin 2009 susvisé de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que malgré le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation enregistré le 23 février 2016 et la demande de compléments formulée le 30 mars 2016 par l'Inspection des installations classées, la situation administrative du site n'est pas régularisée à ce jour ;

CONSIDÉRANT qu'en l'état, le stockage de produits chimiques susceptibles de relever des rubriques 4110-2-a, 4120-2-a, 4130-2-b et 4140-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement doit être limité ;

CONSIDÉRANT que le stockage des déchets issus des activités dites « chantier » doit être interdit et qu'il faut limiter les risques jusqu'à la régularisation des activités ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant, en vue de régulariser la situation administrative de son activité qu'il dépose un dossier d'autorisation compatible avec les contraintes du site ou un dossier de cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT de plus, que la société CHIMIMECA ne respecte pas les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, les articles 18 à 23 et l'article 24 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ainsi que celles de la §2.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 susvisés ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement et édicter des mesures conservatoires afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dudit code ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La société CHIMIMECA situé 42, rue Ampère à CHASSIEU, est mise en demeure :

- Dans un délai d'un mois, de placer les « incomplets » (bidons) sur rétention adaptée tel que prévu par l'article 24 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité,
- Dans un délai de 3 mois :
 - de procéder à l'analyse de la qualité de ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées en application des dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité,
 - de réaliser un POI s'appuyant notamment sur les informations contenues dans l'étude de dangers du dernier dossier de demande d'autorisation en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,
 - de transmettre l'analyse du risque foudre en application des dispositions des articles 18 à 23 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé,
- Dans un délai de 6 mois, de déposer un dossier d'autorisation compatible avec les contraintes du site ou un dossier de cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement,
- Dans un délai d'un an, de justifier que les murs et les ouvertures soient résistants au feu REI 60 et de conserver les documents attestant des propriétés de résistance au feu conformément aux dispositions de la §2.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 susmentionné.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Mesures immédiates conservatoires

La société CHIMIMECA est tenu de limiter la quantité de produits chimiques susceptibles d'être présents sur le site de la manière suivante :

- produits chimiques relevant de la rubrique 4110-2-a : 2,84 t au plus susceptibles d'être présentes ;
- produits chimiques relevant de la rubrique 4120-2-a, 4120-2-a, 4130-2-b, 4140-2-b : l'application de la règle du cumul pour les effets sur la santé (Sa) doit en permanence conduire à une valeur inférieure à 1.

L'exploitant tient à jour un registre sur la quantité de produits chimiques présents dans l'établissement. Celui-ci est tenu en permanence à disposition de l'Inspection des installations classées.

Tout stockage ou regroupement de déchets issus de l'activité dite « chantier » est interdit.

ARTICLE 3

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 4

Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le 29 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le préfet,
le sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER